

BGE 64 III 105

Bundesgericht (BGE), 1938-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_64_III_105

FR: ATF 64 III 105

IT: DTF 64 III 105

Volltext

104 fSchnldbet.reibullgs- und Konkursrecht. N0 25. nicht. Auch im v.orliegenden Falle stand demnach nichts entgegen, Frau Räber mit einem und demselben Zahlungs- befehl sowohl in 'ihr eingebrachtes Gut (dies neben dem Ehemann) wie auch in ihr Sondergut zu betreiben. Ge- schah es, so kann die Betreibung durch Pfändung von Son- dergut fortgesetzt werden, nachdem ihr Rechtsvorschlag beseitigt, derjenige des Ehemannes dagegen aufrecht geblieben ist. Die gegen eine solche Fortsetzung der Betreibung ge- richtete Beschwerde ist jedoch zu schützen, weil der auf die Vertretung durch den Ehemann hinweisende Zahlungs- befehl, wie er auch der Ehefrau zugestellt wurde, nicht zum Ausdruck brachte, dass die Betreibung ausser dem einge- brachten Gute auch das Sondergut erfassen wolle. Ein derart gefasster Zahlungsbefehl ist zur Pfändung von Sondergut nicht tauglich. Will der Beschwerdegegner Befriedigung aus dem Sondergut der Schuldnerin verlan- gen, so bleibt ihm nichts anderes übrig, als eine neue Be- treibung gegen sie einzuleiten. Um durch Pfändung von Sondergut fortgesetzt werden zu können, hätte der vor- liegende Zahlungsbefehl an die Ehefrau sie vorbehaltlos, ohne Erwähnung einer Vertretung durch den Ehemann, als Schuldnerin aufführen müssen. Nur im Zahlungsbefehl für den Ehemann wäre im Anschluss an die Personalien der Schuldnerin zu bemerken gewesen, der Ehemann werde hiermit als deren Vertreter betrieben. So wie die Betrei- bung eingeleitet wurde, lief sie auf eine nach dem Gesagten unzulässige Vollstreckung bloss in eingebrachtes Frauen- gut hinaus. Demnach erkennt die 8ch'lddbetr.- u. Konkurskammer : Der Rekurs wird gutgeheissen und 'die Pfändungs- .ankündigung aufgehoben. Sclllldbetreibungs. und Konkursrecht. N° 26. 26. Extrait da l'anit du 30 loUt 1938 dans la cause d, Bioncourt. 105 L'art. '93 LP ne s'applique pas aux revenus des capitaux appar- tenant au debiteur. En revanche le debiteur dont tout le patrimoine est, saisi- ou sequestre a droit ades subsides qui peuvent, par application analogique de l'art. 103 a1. 2 LP, etre preleves meme sur ler; revenus de sa fortune mobiliere. Was dem Schuldner als Ertrag seines Vermögens zukommt, fällt nicht unter Art. 93 SchKG. Ist aber das ganze Vermögen gepfändet oder arrestiert, so hat der Schuldner Anspruch auf- Unterstützung, die auch aus dem Ertrag beweglichen Vermögens ausgerichtet werden kann, in entsprechender Anwendung von Art. 103 Abs. 2 SchKG. L'art. 93 non si applica al reddito dei capitali appartenenti al debitore. Pero il debitore, il cui intero patrimonio fu pignorato 0 sequestrato, ha diritto asussidi che, in applicazione analogica dell'art. 102 cp. 2 LEF, possono essere prelevati anche sul reddito della Bua sostanza mobiliare. Dame de Loriol a obtenu, au prejudice de dame de Bioncourt, un grand nombre de sequestres, en Suisse et a l'etranger. Elle a notamment fait proceder a Lausanne a deux sequestres portant sur « toutes valeurs, titres, creances, bijoux, especes en mains de la Banque cantonale vaudoise, creances pouvant exister en compte courant }}. Les proces en validation de ces mesures conservatoires ne sont pas termines. Dame de Bioncourt a requis l'office des poursuites de Lausanne, par l'entremise de la Banque cantonale vaudoise, d'autoriser le prelevement d'un montant mensuel sur l'avoir sequestre a

la banque, en vue de subvenir à ses besoins. S'étant heurtée à un refus, elle a porté plainte en concluant à l'allocation d'un subside à prélever sur les intérêts et dividendes des capitaux sequestrés. Elle exposait que, toute sa fortune étant immobilisée, ce subside lui était indispensable pour vivre. La plainte, admise par l'autorité inférieure, a été rejetée par l'autorité cantonale. 106 Schuldbetreibung; und Konkursrecht. Xo 26. Le Tribunal fédéral a en principe reconnu à la débitrice le droit à une allocation, pour les motifs suivants : La recourante invoque le bénéfice de l'art. 93 LP. Mais les dividendes et intérêts placés sous sequestre constituent des revenus de capitaux ; la recourante n'a pas établi ni même allégué que, parmi les revenus sequestrés, il y en eût qui eussent un autre caractère. Or la disposition invoquée ne s'applique pas aux revenus de capitaux. L'art. 93 déclare, il est vrai, relativement saisissables les usufruits et leurs produits; mais c'est sans doute que l'objet de l'usufruit n'appartient pas au débiteur et ne peut par conséquent être lui-même saisi. En revanche l'art. 93 ne mentionne pas les fruits naturels et civils des propres biens du débiteur, saisis dans la poursuite dirigée contre lui. Ces produits sont donc saisissables sans restrictions et sont compris de plano dans la saisie du principal. Une règle analogue vaut pour la cession d'un droit (art. 170 CO) ainsi que pour le gage constitué sur une créance produisant intérêts, sous réserve, dans ce cas, des prestations échues si celles-ci ne sont pas représentées par des coupons eux-mêmes donnés en nantissement (art. 904 CC). Ce système se justifie si l'on considère que la saisie mobilière conduit rapidement à la réalisation du droit principal: l'insaisissabilité partielle des fruits n'aurait dès lors pas grande portée pratique. Il faut toutefois reconnaître que les choses se présentent différemment en cas de saisie provisoire et de sequestre. Et quand ces mesures frappent tout le patrimoine du débiteur, il apparaît même inéquitable de priver ce dernier, du jour au lendemain, de tout moyen d'existence, alors qu'aucun titre exécutoire n'a encore été délivré contre lui. Mais l'art. 93 LP ne peut ici porter remède. Il convient en revanche d'appliquer d'une manière toute générale l'art. 103 al. 2 LP concernant la saisie des immeubles. Cette disposition, qui régit aussi le sequestre (art. 275), prévoit que « si le débiteur est sans ressources, il est prélevé ce qui est nécessaire à son entretien. Schuldbetreibungs. und Konkursrecht (Zivilabteilungen). No 27. 107 tient à celui de sa famille ». Ce prélèvement s'effectue sur les «fruits» (art. 103 al. 1). Mais ceux-ci comprennent aussi, selon l'interprétation donnée par l'ordonnance sur la réalisation des immeubles (art. 16 et 22 ; cf. aussi art. 94) ainsi que par la jurisprudence (RO 62 III 4), les fruits civils, c'est-à-dire les loyers et fermages. Bien que l'art. 103 al. 2 vise la saisie immobilière, on ne voit pas pourquoi il faudrait, sous ce rapport, faire une distinction entre les meubles et les immeubles. On ne saurait en même temps reconnaître au propriétaire d'une maison le droit d'obtenir l'abandon d'une partie des produits de sa chose et refuser en même temps à celui qui a placé sa fortune en titres. Il faut encore noter que le droit à l'assistance du failli n'est pas non plus limité aux revenus des immeubles (art. 229 al. 2 LP). Or la situation d'un débiteur dont tout le patrimoine est sous sequestre ne diffère pas de celle d'un failli. II. URTEILE DER ZIVILABTEILUNGEN ARRÊTS DES SECTIONS CIVILES 27 ~ Arrêt de la IIe Section civile du 3 juin 1938 dans la cause Servet contre Reichert. 1. Cession des droits de la masse (m. 260 LP). L'inobservation du délai imparti pour agir en justice n'emporte pas péremption de la cession (form. obI. n° 7 OF art. 6). 2. L'action en dommages-intérêts pour sequestre injustifié (art. 273 LP) se prescrit par un an. 3. Le délai de prescription court des la connaissance du dommage. Il ne court pas, en principe, tant que le sequestre produit ses effets. Ainsi le débiteur est à temps s'il agit dans l'année à compter de l'annulation du sequestre par l'action en contestation du cas de sequestre. . Quid si le débiteur torride en

fallite avant le jugement sur ladite action?

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.